

# (ALLONS ENFANTS) DE L'INFOBÉSITÉ À LA SALLEDERÉDACTION.COM

LE 15 NOVEMBRE 2009 NICOLAS VOISIN

Je lis avec passion les analyses de mes comparses d'aventures éditoriales on-line et en particulier ici, sur la "crise de la presse", "l'avenir des médias", la "révolution internet" (...) et je m'étonne d'un point commun, d'un fil rouge, d'une évidence incontestée : les médias doivent réinventer, chercher, retrouver, un "business model". Un média devrait forcément être [...]



Je lis avec passion les analyses de mes comparses d'aventures éditoriales on-line et en particulier ici, sur la "crise de la presse", "l'avenir des médias", la "révolution internet" (...) et je m'étonne d'un point commun, d'un fil rouge, d'une évidence incontestée : les médias doivent réinventer, chercher, retrouver, un "business model".

## Un média devrait forcément être rentable ? Non!

Qui ose dire ceci ? "Un média doit arriver à l'équilibre, comme toute bonne entreprise", vous confirmera toute tête bien faite ... Et bien pensante ! Je connais pourtant des médias qui ne perdent pas d'argent. Souvent, ce sont aussi ceux qui n'aspirent pas à en gagner en temps que tel.

Ces médias, des blogs, des réseaux associatifs, des pure-players et média sociaux, entre autres (parlons chacun de ce que l'on connaît véritablement ;) ) qui trouvent leur "économie" ailleurs, autrement, n'en sont pas moins indépendants. Non, un média, le média, ne doit pas forcément être rentable, en soi. Il peut et (doit ?) s'inscrire dans un écosystème.

C'est ce que tentent par exemple de faire, de façon différente, les PME derrière Rue89 ou Owni, entre autres exemples. Diversifier les sources de revenus. Vivre d'autres chantiers, de métiers et de savoir-faire connexes et pas forcément de son audience, de sa seule production éditoriale. Cela veut dire penser autrement la "sallederedaction.com" à l'heure de "l'infobésité" et intégrer l'économie "à rebond" ou plutôt l'écologie, celle de la recommandation, du lien et de la réputation.



### **L'audience serait le Saint Graal. Halte ! Que dit "la demande" ?**

Il en va de cet axiome "l'audience doit être croissante et cette croissance doit être constamment cherchée" comme du culte de la croissance en macro-économie et donc en politique. Non, ce n'est pas évident. L'audience n'est pas la seule fin qui vaille, même si l'on ne fait pas acte de journalisme pour soi. Et ce n'est pas élitiste que de dire cela si l'on considère qu'il n'y a pas un (seul) modèle et que peuvent co-exister des artisanats pluriels.

L'audience d'une source, d'une marque, d'un propulseur, est à regarder inscrite dans un réseau, un maillage de flux, de recommandations, d'agrégateurs, de "curators". Aussi une pépinière ou des réseaux de médias sociaux dont aucun ne dépasserait seul les 100 000 VU/mois aurait sens et poids à partager lignes de codes, community managers et autres serveurs, par exemple.

Ni les barrières et péages on-line ni la quête seule du Graal publicitaire (ou de l'appli magique) ne contenteront aucun business plan qui ne saurait se réinventer, s'ouvrir vraiment. La rédaction est peut-être "morte", les médias en aucun cas. Reste que ce far-west persistant qu'est le paysage médiatique français (et pas seulement) à l'heure de la grande recomposition numérique manque cruellement d'offre qualitative et de radars vers cette offre. Mais aussi semble-t-il de demande, ou d'adéquation avec la demande.



### **L'accès à Internet et à l'information est-elle un service public ? Oui !**

C'est ma marotte. Et plus le temps passe plus j'en suis convaincu. Par delà les questions de "business model" et de course à l'audience ou à l'échalote, l'idée même qu'une "économie"

au sens libéral du terme, est forcément nécessaire à la préexistence de tout en ce bas monde me pose question.

N'y a-t-il pas la place pour un beau débat ici ?

> Que pourrait-être un service public du web et de l'information on-line ?

Tenter de fédérer le travail de plumes, de journalistes, de chercheurs et autres blogueurs et veilleurs n'est-il pas en ce sens un (bon vieux) service rendu au public, dont les expériences auraient un intérêt (général) à se multiplier ?

Comme de redoutables "conservateurs" de musées (traduction horripilante de "curators") qui joueraient les "metteurs en scène" exigeants de perles découvertes dans leurs navigations devenues granulaires, des millions d'être humains, IRL, compilent, sélectionnent et donnent à voir et à penser des URL remarquables.

Cette médiation culturelle a une valeur sociale considérable. Ensemble, HomMedias, Digital Journalists, News Hackers, nous sommes les néanderthaliens d'un continent neuf : le web, ce média pas comme les autres.

—

Images CC: **Thomas Hawk, Patrick Gage, Irina Souiki** (-)

### CEDRIC

le 15 novembre 2009 - 23:42 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Beaucoup de sujets dans ton billet, mais j'en relève un : l'idée qu'un média n'a pas forcément vocation à gagner de l'argent par son audience.*

*J'aime bien le principe, car il rejoint ce dont nous avons dit à propos des artistes sur omni il y a quelques semaines. En gros, nous disions qu'il y a eu un décalage entre le métier d'artiste – faire de la musique – et faire du business avec de la musique – vendre des disques. Et nous disions qu'une des tare moderne était d'avoir réduit le musicien à celui de vendeur de disque.*

*Là, c'est la même chose avec la production de contenu finalement. Réduire le travail des journalistes (et autres blogueurs, etc) à la nécessité d'un modèle économique, c'est faire la même bêtise.*

*Et nous retombons sur le souci de la professionnalisation : à partir du moment où des écoles et des cursus d'études apparaissent, on pense qu'il y a un marché derrière. Mais que dalle ! Il faut rester dans le gonzo, et certains s'en sortiront !*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### NICOLAS VOISIN

le 15 novembre 2009 - 23:47 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Je suis tout à fait en phase avec ton commentaire. je trouve la comparaison avec l'univers de la création musicale parfaitement judicieux dans ce contexte.*

*Par contre le Gonzo Journalism est à l'avenir des médias ce que Delors est à la présidentielle, un mythe qu'on ne comprend vraiment qu'en le dépassant ;)*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### CEDRIC

le 15 novembre 2009 - 23:59 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Ouais, bon ok, le terme gonzo n'est pas forcément adapté ^^ Je voulais dire par là rester dans la fraîcheur, la liberté, l'envie, le dépassement, la gniak, et le plaisir de faire ce qui nous plaît.*

*Ah ça, p..., on le rencontre assez peu le plaisir chez les "pros" de l'info ! Alors que liberer de cette contrainte de brouzoufs, on vit, on écrit, on réagit mille fois mieux !*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

## PIERRE-ALEXANDRE XAVIER

le 16 novembre 2009 - 1:32 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*M. Chouing a sonné (très justement) le rappel pour découvrir ce billet clair et concis. Mais contrairement à Cédric dont j'admire (et envie) l'enthousiasme, je ne vois qu'un seul sujet ici, examiné sous plusieurs loupes : le Web est un service d'intérêt général, au même titre que la téléphonie, le transport ferroviaire, la bibliothèque municipale ou la sécurité sociale. On peut même dire qu'à la lumière de ce que le Web permet, la musique, l'art et d'une manière générale la culture devraient être des services publics (plus publics qu'en l'état). Il est donc dommage et dommageable de continuer à segmenter la culture (dont fait partie l'information) et d'en faire des marchés compétitifs de masse propres à dégager des marges bénéficiaires et des dividendes pour une petite armada d'actionnaires aussi anonymes qu'irresponsables.*

*OK les gars, tout ça c'est formidable. Sincèrement. Mais qui paye ? Qui permet l'émergence d'une économie à défaut de modèles économiques ? Parce que l'économie n'est pas seulement un business model et une échelle de performance. Alors qui met la main au portefeuille ?*

*— Le contribuable ? Faudra l'éduquer autrement et fortement, parce que s'il a son mot à dire, ce sera : TF1 !*

*— L'institution ? Faudrait sacrément la réformer et par le vide, parce que l'on voit assez violemment la perversion et la perversité du système.*

*— L'entreprise ? Tout le monde continue d'avoir un « day job » et le Web devient un loisir de liberté ? Cela pose des problèmes d'antagonismes sociaux que le capital (le grand comme le mesquin) détestent et cherchent à réduire.*

*— Les communautés ? Autant dire qu'elles doivent devenir sectaires et élitistes faute de quoi elles seront contaminées par le nivellement par le bas...*


*Un monde sans argent-dette, je suis pour et j'y travaille (à ma façon). Mais un monde sans contraintes, c'est comme une table de jeu sans règles. Ça devient rapidement n'importe quoi et finalement cela n'intéresse personne. Donc, il faut une monnaie d'échange, une économie, avec des rapports directs et des rapports indirects, ce qui permet de donner de la valeur (sentimentale, émotionnelle, financière, historique) aux choses et éviter le piège grandissant de la société jetable.*

*Alors comme on est dans les marottes, Nicolas, je te rejoins sur l'intérêt général, mais pas sur le service public (pour les raisons énoncées ci-dessus). Pourquoi les rédactions ne deviendraient-elles pas des associations non-lucratives d'utilité publique, avec ou sans statut d'ONG, voire des instituts, des fondations spécialisées. Les donations et les financements privés seraient défiscalisés à 100%, ce qui serait incitatif, mais plafonnés pour permettre une certaine indépendance des associations elles-mêmes. Voilà qui donnerait un cadre simple, connu, démocratique et d'intérêt général qui ne serait qu'une extension des lois qui protègent la liberté d'expression par voie de presse. Il en va de même pour toutes sortes d'autres activités culturelles (c'est pour Chouing)...*

*Tu me diras, ça se fait déjà... Mais ce dont je parle, c'est de protéger l'information et le droit d'être informé du point de vue de la législation. Légiférons pour interdire purement et simplement aux sociétés de droit privé de pouvoir bénéficier des avantages liés à l'OJD, aux routages préférentiels, aux cartes de presse, etc. A César ce qui est à César... Que ces privilèges publics ne soient octroyés qu'aux entités et aux individus reconnus d'utilité publique.*

*Ce que j'énonce n'a rien de parfait évidemment. C'est une idée. Rien de plus. Mais elle répond à la nécessité (à mon avis) d'une économie de l'information tout en l'excluant de la mécanique néo-libérale (dans le sens strict du terme), de même que les ONG, les œuvres caritatives, les associations citoyennes et bien d'autres entités non-lucratives échappent en grande partie à cette même mécanique. Car le problème n'est pas tant l'économie de la presse que la financiarisation des groupes de presse.*

*Y en aura pour me coller l'étiquette d'idéologue mais je leur distribuerai volontiers des points Godwin... ;-)*

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

## PATRICK

le 16 novembre 2009 - 9:54 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Professionnel de la veille, c'est avec un enthousiasme mitigé que j'accueille un tel article.*

*J'ai publié, il y a une semaine, un billet intitulé "chargé de veille, plus qu'un job d'étudiant, un vrai métier" : <http://patrickcuenot.wordpress.com/2009/11/09/charge-de-veille-plus-qu%E2%80%99un-job-d%E2%80%99etudiant-un-vrai-metier/>*

*Pour faire court, j'en arrivais à la conclusion que la course à la compétitivité à laquelle se livrent les entreprises imposait une professionnalisation du métier de chargé de veille, aujourd'hui confié à des stagiaires.*

*Vous comprendrez donc mon scepticisme envers vos propos lorsque vous soulevez le serpent de mer de la gratuité de l'information. Sa recherche, sa collecte, son traitement et sa diffusion ont un coût, et requièrent de véritables compétences professionnelles. Or, une compétence se paie.*

*A part cela, je comprends votre enthousiasme, même si je le trouve quelque peu déconnecté de la réalité économique. La gratuité est toujours payée par quelqu'un quelque part. Demandez donc aux stagiaires qui travaillent pour les entreprises moyennant un salaire de misère. Allez lire des sites comme notetonstage ou stagecritics, vous y rencontrerez alors les laissés-pour-compte de la gratuité.*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### NICOLAS VOISIN

le 16 novembre 2009 - 9:57 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*@ Pierre Alexandre Xavier > brillantissime commentaire. Je ne peux que recommander à ceux qui ne l'auraient pas lu de le faire (et moi de revenir dès que j'ai un créneau afin de te répondre posément). Je plussais d'ici-là !*

*@Patrick > je ne suis pas en désaccord avec vous. ce qui me surprend c'est que vous ayez lu le contraire de votre propos dans ce billet ;)*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### NICOLAS PATTE

le 16 novembre 2009 - 10:58 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Pour compléter la pensée de Nicolas sur le web "service public" et sa réfutation légitimée de Pierre-Alexandre, pourquoi ne pas rejoindre les deux idées par le haut ? Il semble évident que le web prend le chemin de l'eau courante et du gaz à tous les étages dans nos chiennes de vie du 21<sup>e</sup> siècle. Sa prochaine "indispensabilité" crève les yeux. En revanche, la nationalisation – la prise en charge par un État – d'un environnement mondial par définition (les deux premiers W de WWW) est au minimum risible, à défaut d'être tout bonnement dangereuse. Sans aller jusqu'en Chine : l'ORTF suffira.*

*Malgré tout, considérer le web comme un service public, ça claque quand même gentiment. Tirons vers le haut et prenons les choses à l'envers : et si le web service public permettait justement de structurer, renforcer, fluidifier les relations internationales ? Rajouter une couche politique dans le Grand Maillage, favoriser les "best practices" entre nations voisines en terme de gestion numérique administrative, favoriser la transparence de la vie de la Cité en laissant accessibles la plus grande partie des articulations organiques de l'État. La nationalisation de web vous faire peur, ou vous fait rire ? Et pourtant le photostream d'Obama sur Flickr vous fait rêver. Si si, obligé. Le web n'a pas de frontières ? Un peu quand même : des frontières de câbles, des frontières de droit, des frontières de peur, aussi, souvent.*

*Quant à l'ORTF... Un web service public serait-il mis en danger dans un pays adepte du verrouillage de médias par le sommet de l'État ? Oui, le risque serait grand. Sauf si ce pays se réforme à tel point que la séparation des pouvoirs soit inscrite dans la Constitution ; que les fonctions vitales de la démocratie locale soient assumées par des citoyens lambda portés par l'intérêt général et non par des élites tendant à pérenniser leur(s) propre(s) intérêt(s) ; que le budget national favorise l'éducation et la culture plutôt que la défense et l'intérieur ; que les grands travaux portent des autoroutes de l'information et pas des autoroutes de béton.*

*Bref, bravo pour l'emballage et la mesure, bravo à l'information non-rentable, et vivement demain ;-)*

*PS : Nico, budgète un(e) secrétaire de redac' please :-)*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### PIERRE-ALEXANDRE XAVIER

le 16 novembre 2009 - 13:54 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Et c'est au tour de M. Patte d'ajouter la couche mondiale à une perspective publique. Le Web serait donc une commodité, une ressource première. Mais l'adversaire d'un tel projet transnational n'est pas l'Etat, ou les Etats, mais plutôt les Corporations qui*

ont déjà fait main basse sur les autres commodités (pétrole, charbon, gaz, eau, électricité, etc.) et qui font leur rentabilité et leur puissance de leur capacité à se positionner en amont de la ressource. Ce principe est celui qui transforme l'abondance en économie de la rareté.

Bref, vaste débat. En tout cas, bravo à M. Patte qui ajoute un niveau supplémentaire à l'échange et confirme la nécessité de jouer sur les mécanismes non-lucratif d'ONG et d'institutions transversales...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### JACK FISCHLUM

le 17 novembre 2009 - 18:44 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Allons même jusqu'à renommer d'une manière symbolique la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 en "loi sur la liberté de l'information"...(ce qui n'a rien à voir). L'accès à Internet et à l'information dans un contexte de réseau pervasif et de nouvelles sociabilités numériques pourrait alors être un peu mieux appréhendé comme un service public. Non ?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### GILBERT

le 14 janvier 2010 - 4:15 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Ne pas chercher à maximiser les gains, mais les optimiser (s'il y en a): il y a derrière ce propos l'idée d'une répartition tout simplement humaine et intelligente des ressources et du surplus (s'il y en a), en parfaite indépendance. Un partage, un vrai. Juste ciel, c'est le principe de l'impôt volontaire responsable.

C'est ambitieux. On peut parler de service public.

J'aime mieux l'expression "fortune publique", chère à Horace, plus intemporelle.

Toute activité ne doit pas être impérativement rentable, au sens d'une obligation, il suffit de répartir.

En économie de marché, c'est mal vu. "Le profit est le moteur de la croissance". Ah bon? Vous avez vu ça où?

Ca dépend pour qui – je ne suis pas convaincu de l'effet positif des privatisations sur mon compte en banque.

Et de quelle croissance parle-t-on? De la fortune personnelle grandissante d'un nombre d'élus décroissant?

De la fracture qui s'accroît entre "ceux qui ne se privent pas" et "ceux qui en sont privés"?

T'as intérêt à être rentable, coco, si tu veux danser avec les loups, fais payer l'herbe aux moutons.

Les actionnaires de Yahoo ont souvent reproché à Jerry Yang d'être trop généreux avec ses employés en matière de répartition des bénéfices de l'entreprise. C'est revenu sur le tapis quand il a fallu le débarquer: un signe d'inconscience, voire d'irresponsable folie, reproché avec véhémence, et publiquement. S'il y avait un pilori à Wall Street, il y serait encore à titre d'exemple.

D'où la nécessaire indépendance. Qui peut-être collectivement garantie en répartissant la "part maudite" au lieu de confisquer l'excédent – l'accumulation des richesses pouvant être considérée comme stérile, mortifère et leur réinvestissement à seule fin d'en générer plus encore comme une consommation en pure perte, in fine.

Mince, je m'aperçois que je suis en train de paraphraser le Kapital tout en plagiant Bataille :-)

Mais il y a de ça.

Amusant paradoxe, c'était aussi – et c'est encore, pour ce qu'il en reste -, le credo des "grandes familles du Nord". (cf. le "communisme actionnarial" de la famille Mulliez. Je ne suis pas contre: s'il n'y avait que des Mulliez, il n'y aurait pas de marché financier, pas de spéculation, pas de crash. C'est le principe de la tontine, ils ont bien réussi. Une grande fortune pour un public restreint, certes. La Bourse est plus démocratique...)

Changement d'époque, à chacun sa mission: voici venu le temps des familles du web. Où les usines textiles font place aux ownis textuels (en guise de disclémeur, du BuddyPress j'en fais aussi.)

Tout ceci pour dire que oui, "une pépinière ou des réseaux de médias sociaux dont aucun ne dépasserait seul les 100 000 VU/mois aurait sens et poids à partager lignes de codes, community managers et autres serveurs..."

Pour le code ça va de soi: BuddyPress est un logiciel libre, d'obédience GPL – Redde

*communi quae sunt communis.*

*Pour le reste, c'est une affaire de volonté et de responsabilité – Privatus illis census erat brevis, commune magnum.*

*A vos Gaffiot...*

*(Allez, je vais être sympa: "Le dénombrement de leurs biens personnels était court, mais grande était la fortune publique". C'est un bon début. Et c'est Horace qui le dit.)*

*Hop, au lit.*

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE